



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

EB.AIR/2003/1/Add.1  
2 octobre 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION SUR LA  
POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE TRANSFRONTIÈRE  
À LONGUE DISTANCE

Vingt et unième session  
(Genève, 15-18 décembre 2003)  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**SIXIÈME RAPPORT DU COMITÉ DE L'APPLICATION**

**Additif**

**II. RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES À LA COMMUNICATION  
D'INFORMATIONS**

**A. Suite donnée à la décision 2002/9 de l'Organe exécutif**

1. Dans sa décision 2002/9, l'Organe exécutif a prié le Comité d'étudier les progrès accomplis par le Luxembourg, y compris la communication qu'il a présentée dernièrement, et par l'Ukraine en ce qui concerne le respect de leurs obligations relatives à la communication d'informations en vertu des protocoles sur le soufre et sur les NO<sub>x</sub>. Le secrétariat a informé le Comité qu'il avait reçu, le 10 décembre 2002, une communication du Luxembourg contenant des données sur les émissions de soufre pour les années 1987-89 et 1991-92 et sur les émissions de NO<sub>x</sub> pour 1991-92, et le 5 avril 2003, une communication de l'Ukraine contenant des données sur les émissions de soufre et de NO<sub>x</sub> pour 1998 et 1999.

Les documents établis sous les auspices ou à la demande de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance aux fins d'une distribution GÉNÉRALE doivent être considérés comme provisoires tant qu'ils n'ont pas été APPROUVÉS par l'Organe exécutif.

2. Le Comité a noté avec satisfaction les progrès accomplis par les deux Parties concernées. Il était en mesure de faire savoir à l'Organe exécutif que les deux Parties mentionnées dans la décision 2002/9 avaient maintenant satisfait à la demande de communication de données au titre des deux protocoles, qui était restée longtemps sans suite.

**B. Respect des obligations relatives à la communication d'informations  
sur les données d'émission**

3. Comme l'Organe exécutif l'avait demandé dans son plan de travail (document ECE/EB.AIR/77/Add.2, annexe XIII, sect. 1.2), le Comité de l'application a évalué le respect des obligations en matière de communication de données d'émission par les Parties aux quatre protocoles en vigueur. À cet effet, il a examiné si la communication d'informations avait été faite en temps voulu et si ces dernières étaient complètes. Il s'est fondé sur les informations présentées dans le rapport concernant l'état des données d'émission (document EB.AIR/GE.1/2003/6), qui portait sur les données d'émission communiquées jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2003. La date limite pour la communication d'informations fixée par les directives en matière de communication des données était le 15 février 2003, mais le présent rapport tient compte des communications reçues jusqu'au 3 septembre 2003. Les tableaux 1 à 4, qui actualisent les informations présentées par le Comité à l'Organe exécutif jusqu'en 2002 (document EB.AIR/2002/2), donnent une vue d'ensemble des données d'émission communiquées en vertu de chaque protocole, mentionnent la date d'entrée en vigueur du protocole pour chaque Partie et indiquent, le cas échéant, si les données ont été communiquées ou non pour l'année de référence et les années successives à compter de l'année d'entrée en vigueur du Protocole considéré pour cette Partie.

**1. Protocole de 1985 sur le soufre: respect de l'article 4  
relatif aux rapports sur les émissions annuelles**

4. Le tableau 1 présente une vue d'ensemble des données d'émission communiquées par les Parties au Protocole de 1985 sur le soufre. Vingt des 22 Parties ont présenté des données d'émission en application du Protocole. Quatorze Parties (Autriche, Bélarus, Bulgarie, Canada, Danemark, Finlande, France, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Slovaquie, Suède et Suisse) ont présenté des données finales et complètes pour 2001 le 15 février 2003 au plus tard, et quatre autres Parties (Allemagne, Estonie, Luxembourg et Ukraine) le 3 septembre 2003 au plus tard. Deux Parties (Belgique et Hongrie) n'ont présenté que des estimations préliminaires et deux Parties (Fédération de Russie et Italie) n'ont pas encore présenté de données pour 2001. Quatre-vingt-deux pour cent des données d'émission totales annuelles requises pour 2001 ont été communiquées sous une forme finale et complète.

5. Dans son cinquième rapport (document EB.AIR/2002/2/Add.1, par. 8) le Comité a indiqué en conclusion que cinq Parties n'avaient pas encore respecté leurs obligations en matière de communication de données d'émission en vertu de l'article 4 du Protocole de 1985 sur le soufre: la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Ukraine. Toutes ces Parties se sont maintenant conformées auxdites obligations jusques et y compris l'an 2000.

6. Le Comité a conclu qu'au 3 septembre 2003 les quatre Parties mentionnées ci-après ne s'étaient pas encore conformées aux obligations en matière de communication de données d'émission qui leur incombaient en vertu de l'article 4 du Protocole de 1985 sur le soufre: Belgique, Fédération de Russie, Hongrie et Italie.

## **2. Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote: respect de l'article 8 concernant les rapports sur les données d'émission**

7. Le tableau 2 présente une vue d'ensemble des données d'émission communiquées par les Parties au Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote. Vingt-cinq des 28 Parties ont présenté des données d'émission en application du Protocole. Seize Parties (Autriche, Bélarus, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse) ont présenté des données finales et complètes pour 2001 le 15 février 2003 au plus tard. Deux Parties (Belgique et Hongrie) n'ont présenté que des estimations préliminaires. Sept autres Parties (Allemagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Irlande, Luxembourg et Ukraine) ont présenté des données finales et complètes pour 2001 le 3 septembre 2003 au plus tard. Trois Parties (Fédération de Russie, Italie et Communauté européenne) n'ont pas encore présenté de données pour 2001. Quatre-vingt-deux pour cent des données d'émission totales annuelles requises pour 2001 ont été communiquées sous une forme finale et complète.

8. Dans son cinquième rapport (document EB.AIR/2002/2/Add.1, par. 11), le Comité a indiqué en conclusion que cinq Parties n'avaient pas encore respecté leurs obligations en matière de communication de données d'émission en vertu de l'article 8 du Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote: l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Ukraine et la Communauté européenne. Toutes ces Parties se sont maintenant conformées auxdites obligations jusques et y compris l'an 2000.

9. Le Comité a conclu qu'au 3 septembre 2003 les cinq Parties mentionnées ci-après ne s'étaient pas encore conformées aux obligations en matière de communication de données d'émission qui leur incombaient en vertu de l'article 8 du Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote: Belgique, Fédération de Russie, Hongrie, Italie et Communauté européenne.

## **3. Protocole de 1991 sur les composés organiques volatils: respect du paragraphe 1 de l'article 8 concernant la communication de données d'émission**

10. Le tableau 3 présente une vue d'ensemble des données d'émission communiquées par les Parties au Protocole de 1991 sur les COV. Les vingt et une Parties ont toutes présenté des données d'émission en application du Protocole. Quinze Parties (Autriche, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse) ont présenté des données finales et complètes pour 2001 le 15 février 2003 au plus tard, et quatre autres Parties (Allemagne, Estonie, Italie et Luxembourg) le 3 septembre 2003 au plus tard. Deux Parties (Belgique et Hongrie) n'ont présenté que des estimations préliminaires. Quatre-vingt-dix pour cent des données d'émission totales annuelles requises pour 2001 ont été communiquées sous une forme finale et complète.

11. Dans son cinquième rapport (document EB.AIR/2002/2/Add.1, par.14), le Comité a indiqué en conclusion que deux Parties n'avaient pas encore respecté leurs obligations en matière de communication de données d'émission en vertu du Protocole de 1991 sur les COV: l'Italie et les Pays-Bas. Ces deux Parties se sont maintenant conformées auxdites obligations jusques et y compris l'an 2000.

12. Le Comité a conclu qu'au 3 septembre 2003 les deux Parties mentionnées ci-après ne s'étaient pas encore conformées aux obligations en matière de communication de données d'émission qui leur incombait en vertu de l'article 8 du Protocole de 1991 sur les COV: Belgique et Hongrie.

**4. Protocole de 1994 sur le soufre: respect de l'alinéa b du paragraphe 1  
et du paragraphe 2 de l'article 5 concernant  
la communication de données d'émission**

13. Le tableau 4 présente une vue d'ensemble des données d'émission communiquées par les Parties au Protocole de 1994 sur le soufre. Vingt des 25 Parties ont présenté des données d'émission en application du Protocole. Quinze Parties (Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse) ont présenté des données finales et complètes pour 2001 le 15 février 2003 au plus tard et quatre autres Parties (Allemagne, Grèce, Irlande et Luxembourg) le 3 septembre 2003 au plus tard. La Hongrie et Monaco n'avaient pas à communiquer de données pour 2001 étant donné que, dans leur cas, le Protocole n'était entré en vigueur qu'en 2001. Une Partie (Belgique) n'a présenté que des estimations préliminaires pour 2001. Trois Parties (Croatie, Italie et Communauté européenne) n'ont pas encore présenté de données pour 2001. Quatre-vingt-trois pour cent des données d'émission totales annuelles requises pour 2001 ont été communiquées.

14. Dix-neuf des 25 Parties ont présenté des données d'émission sectorielle finales et complètes pour 2001 (Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse). Une Partie (Belgique) n'a communiqué que des estimations préliminaires. Quatorze Parties ont présenté des données maillées pour 2000 (Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse) en février 2003 au plus tard. Trois Parties (Croatie, Italie et Communauté européenne) n'ont pas encore communiqué de données d'émission sectorielle pour 2001, et sept Parties (Allemagne, France, Grèce, Italie, Liechtenstein, Luxembourg et Communauté européenne) de données maillées pour 2000. Quatre-vingt-sept pour cent des données d'émission sectorielle requises pour 2001 et soixante-sept pour cent des données maillées requises pour 2000 ont été communiquées.

15. Dans son cinquième rapport (document EB.AIR/2002/Add.1, par. 17), le Comité a indiqué en conclusion que quatre Parties n'avaient pas encore respecté leurs obligations en matière de communication de données d'émission en vertu du Protocole de 1994 sur le soufre: la Croatie, l'Italie, les Pays-Bas et la Communauté européenne. Ces quatre Parties se sont maintenant conformées auxdites obligations jusques et y compris l'an 2000.

16. Le Comité de l'application a conclu qu'au 3 septembre 2003 quatre Parties ne s'étaient pas encore conformées aux obligations en matière de communication de données d'émission pour 2001 qui leur incombait en vertu du Protocole de 1994 sur le soufre: la Belgique, la Croatie, l'Italie et la Communauté européenne.

## 5. Conclusion

17. Le Comité est parvenu aux conclusions suivantes, qu'il porte à l'attention de l'Organe exécutif. Pour formuler ses conclusions, il a tenu compte de ses conclusions antérieures concernant les données d'émission (documents EB.AIR/1998/4, EB.AIR/1999/4, par. 28, EB.AIR/2000/2, par. 21, EB.AIR/2001/3, par. 41 et EB.AIR/2002/2/Add.1, par. 18):

a) Le Comité a pris note de la poursuite de l'amélioration de la complétude des données d'émission communiquées par les Parties aux Protocoles de 1985 sur le soufre, de 1988 sur les NO<sub>x</sub>, de 1991 sur les COV et de 1994 sur le soufre pour les six années pour lesquelles il avait examiné le respect des obligations en matière de communication de données d'émission. Au cours de cette période, la plupart des Parties avaient accompli un grand effort pour s'acquitter pleinement de leurs obligations. La communication de données d'émission (exprimées en pourcentage des données d'émission requises dans le tableau ci-après) s'était beaucoup améliorée depuis que le Comité de l'application avait commencé à examiner la complétude des données communiquées:

	Données d'émission finales et complètes communiquées pour:			
	Protocole de 1985 sur le soufre (%)	Protocole de 1988 sur les NO <sub>x</sub> (%)	Protocole de 1991 sur les COV (%)	Protocole de 1994 sur le soufre (%)
Premier rapport (1998)	86	82	–	–
Deuxième rapport (1999)	89	86	76	–
Troisième rapport (2000)	90	89	82	81
Quatrième rapport (2001)	91	92	87	86
Cinquième rapport (2002)	97	97	98	88
Sixième rapport (2003)	99	99	98	93

Cependant, même si ces améliorations faisaient apparaître qu'en moyenne une bonne partie des données avaient été fournies pour l'ensemble des années pour lesquelles des données d'émission devaient être communiquées, il convenait de relever que, pour l'année la plus récente (2001), un certain nombre de Parties n'avaient soumis, au 3 septembre 2003, que des données préliminaires ou incomplètes, ou n'en avaient communiqué aucune;

b) Comme les années précédentes, le Comité a continué de mettre l'accent sur l'importance d'une communication de données en temps voulu. Au cours du cycle de notification le plus récent, le respect des délais s'est de nouveau amélioré par rapport à l'année précédente. Le Comité y a de nouveau vu un signe encourageant, étant donné en particulier qu'un grand nombre de Parties n'avaient commencé que récemment à utiliser un nouveau cadre de notification. Cela dit, il y avait encore matière à amélioration. Les communications tardives obligeaient le secrétariat et le centre responsable de l'EMEP, c'est-à-dire le Centre de synthèse météorologique-Ouest (CSM-O), à travailler dans l'urgence pour le dépouillement des communications. De surcroît, comme on l'a déjà fait observer, le travail du Comité de l'application devenait de ce fait plus difficile étant donné que les compilations de données lui étaient souvent parvenues trop tard pour qu'il puisse leur accorder toute l'attention voulue.

Le Comité de l'application souhaitait rappeler aux Parties combien il importait qu'elles respectent pleinement leurs obligations en matière de communication des données et qu'elles présentent leurs données finales en temps voulu.

**C. Respect par les Parties de leur obligation de communiquer des informations sur les stratégies et les politiques en matière de lutte contre la pollution atmosphérique**

18. Comme l'Organe exécutif l'avait demandé dans son plan de travail (document ECE/EB.AIR/77/Add.2, annexe XIII, sect. 1.2), le Comité de l'application a évalué le respect des obligations en matière de communication d'informations sur les stratégies et politiques au titre des quatre protocoles en vigueur, et notamment celui des obligations liées aux technologies. Cette évaluation a été réalisée sur la base des premières réponses apportées par les Parties au questionnaire de 2002 sur les stratégies et politiques, qui ont été diffusées sur l'Internet (<http://www.unece.org/env/eb/2002questionnaire.htm>), et des informations supplémentaires reçues par le secrétariat depuis la vingtième session de l'Organe exécutif. Le tableau 5 présente une vue d'ensemble des communications des Parties aux protocoles en vigueur. Aucune Partie n'a présenté les informations requises en vertu des protocoles autrement qu'en réponse au questionnaire.

**1. Protocole de 1985 sur le soufre: respect de l'article 6 concernant la communication d'informations sur les programmes, politiques et stratégies nationaux**

19. Vingt et une des 22 Parties au Protocole de 1985 sur le soufre ont répondu à la partie du questionnaire relative à ce protocole (question 1). Le Luxembourg n'a pas répondu au questionnaire et n'a donc pas respecté les obligations qui lui incombent en matière de communication des informations en vertu de l'article 6 du Protocole de 1985 sur le soufre.

**2. Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote: respect des alinéas a à f du paragraphe 1 de l'article 8 concernant l'échange de renseignements et les rapports annuels**

20. Vingt-six des 28 Parties au Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote ont répondu à une ou plusieurs questions de la partie relative à ce protocole (questions 2 à 8). Deux Parties au Protocole (Luxembourg et Communauté européenne) n'ont pas répondu au questionnaire. Une Partie (Estonie) n'a pas répondu aux questions 5 et 7. Les trois Parties mentionnées ci-après n'ont donc pas respecté les obligations qui leur incombent en matière de communication des informations en vertu de l'article 8 du Protocole de 1988 sur les NO<sub>x</sub>: Estonie, Luxembourg et Communauté européenne.

**3. Protocole de 1991 sur les COV: respect des paragraphes 1 et 2 de l'article 8 concernant l'échange d'informations et les rapports annuels**

21. Vingt des 21 Parties au Protocole sur les COV ont répondu à une ou plusieurs questions de la partie relative à ce protocole (questions 9 à 17). Le Luxembourg n'a répondu à aucune question figurant dans le questionnaire. Trois Parties n'ont fourni que des réponses partielles: l'Estonie n'a pas répondu aux questions 11 et 12 et 14 à 17, et la France et l'Espagne aux

questions 15 à 17. Les quatre Parties mentionnées ci-après n'ont donc pas respecté les obligations qui leur incombait en matière de communication des informations en vertu du Protocole de 1991 sur les COV: Espagne, Estonie, France et Luxembourg.

#### **4. Protocole de 1994 sur le soufre: respect des alinéas a et c du paragraphe 1 de l'article 5 concernant la communication d'informations**

22. Vingt-trois des 25 Parties au Protocole de 1994 sur le soufre ont répondu aux questions de la partie relative à ce protocole (questions 18 à 27). Deux Parties au Protocole (Luxembourg et Communauté européenne) n'ont pas répondu au questionnaire et n'ont donc pas respecté les obligations qui leur incombait en matière de communication des informations au titre du Protocole de 1994 sur le soufre.

23. Au cours de l'examen approfondi du Protocole de 1994 sur le soufre (voir chap. III plus loin), le Comité a noté que certaines Parties n'avaient pas encore soumis suffisamment d'informations complètes pour qu'il puisse vérifier si elles se conformaient à leurs obligations de fond respectives.

#### **5. Conclusion**

24. Les cinq Parties mentionnées ci-après ne se conformaient pas encore, au 3 septembre 2003, à leurs obligations en matière de communication d'informations, à en juger sur la base d'une évaluation de leurs réponses au questionnaire de 2002 sur les stratégies et politiques:

- Protocole de 1985 sur le soufre: Luxembourg;
- Protocole de 1988 sur les NO<sub>x</sub>: Estonie, Luxembourg et Communauté européenne;
- Protocole de 1991 sur les COV: Espagne, Estonie, France et Luxembourg;
- Protocole de 1994 sur le soufre: Luxembourg et Communauté européenne.

Le Comité recommande que l'Organe exécutif rappelle aux Parties qu'il importe de communiquer les informations requises en vertu des Protocoles et demande à celles qui ne l'ont pas encore fait de communiquer des informations ou de compléter les informations transmises dès que possible.

#### **D. Questionnaire en vue de l'examen en 2004 des stratégies et des politiques visant à réduire la pollution atmosphérique**

25. Le secrétariat a présenté au Comité le projet de questionnaire en vue de l'examen en 2004 des stratégies et des politiques visant à réduire la pollution atmosphérique. Ce questionnaire avait pour objet, comme le secrétariat l'a expliqué, de faciliter à la fois le respect par les Parties de diverses obligations en matière de communication des données relatives aux stratégies et politiques et l'examen par le Comité du respect par les Parties de leurs obligations en matière, notamment, de communication des données. Le questionnaire était accompagné d'une note exposant les changements qui avaient été apportés au questionnaire de 2002 afin de répondre aux préoccupations exprimées par l'Organe exécutif, le Comité, les Parties qui devaient remplir le questionnaire et le secrétariat qui devait établir un résumé des réponses. Conformément à la

décision prise par l'Organe exécutif à sa vingtième session, le questionnaire pour l'examen de 2004 ne contenait que des questions en rapport avec les Protocoles; les questions d'ordre général figureraient dans le questionnaire en vue de l'examen de 2006.

26. Le Comité a recommandé au secrétariat d'apporter un certain nombre de changements dans le contenu et la présentation du questionnaire, et a notamment formulé diverses suggestions pour remanier une partie des nouvelles notes, et il a prié le secrétariat de les prendre en considération pour établir son projet définitif qui sera soumis à l'Organe exécutif à sa vingt et unième session. Étant donné le peu de temps dont il a disposé pour débattre quant au fond du questionnaire, ses observations au sujet du texte élaboré n'ont rien d'exhaustif, s'agissant en particulier des aspects juridiques.

27. Il a été signalé qu'à plus long terme, et si l'Organe exécutif y était favorable, on pourrait envisager de restructurer le questionnaire en vue d'en obtenir des résultats encore plus utiles. Il pourrait s'agir, par exemple, de mettre au point des réponses types et d'établir des critères objectifs pour déterminer le respect des obligations sur la base des réponses au questionnaire.

### **III. EXAMEN APPROFONDI DU RESPECT PAR LES PARTIES DE LEURS OBLIGATIONS EN VERTU DU PROTOCOLE DE 1994 SUR LE SOUFRE**

28. Comme l'Organe exécutif l'avait demandé dans son plan de travail (document ECE/EB.AIR/77/Add.2, annexe XIII, sect. 1.2), le Comité de l'application a procédé à un examen approfondi du respect par les Parties des obligations qui leur incombent en vertu du Protocole d'Oslo de 1994 relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre, y compris leurs obligations relatives aux émissions nationales. Il s'est fondé sur les données d'émission communiquées par les Parties à l'EMEP (EB.AIR/GE.1/2002/8 et Corr.1), mises à jour grâce aux données fournies au cours du cycle de notification de 2003 (dont la date limite avait été fixée au 15 février 2003), ainsi que sur les réponses au questionnaire pour l'examen de 2002 des stratégies et des politiques. Le Comité a limité son examen aux principales obligations prévues par le Protocole, c'est-à-dire à celles énoncées aux paragraphes 2, 3 et 5 a) et c) de l'article 2. Il a été question des obligations en matière de communication d'informations au titre des paragraphes 1 et 2 de l'article 5 dans la partie C.4 du chapitre II, plus haut.

#### **1. Respect des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 2**

29. Le paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole fait obligation aux Parties de réduire et de stabiliser leurs émissions annuelles de soufre en respectant le calendrier et les niveaux spécifiés à l'annexe II, tandis qu'en vertu du paragraphe 3 de l'article 2, chaque Partie dont le territoire comprend une zone de gestion des oxydes de soufre (ZGOS) mentionnée à l'annexe III est tenue de réduire et de stabiliser ses émissions annuelles de soufre dans cette zone en respectant le calendrier et les niveaux spécifiés à l'annexe II. Toutes les Parties au Protocole doivent s'acquitter de l'obligation prévue au paragraphe 2 de l'article 2, à l'exception du Canada (pour qui l'annexe III fait état d'une ZGOS). Pour deux Parties (Hongrie et Monaco), le Protocole n'est entré en vigueur qu'en 2002, et par conséquent, aux fins de l'évaluation du respect des paragraphes 2 et 3 de l'article 2, celles-ci n'avaient pas à d'obligations à remplir pour 2000 ou 2001.



30. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 2, les données d'émission communiquées officiellement ont montré que toutes les Parties au Protocole qui se trouvaient liées par ses dispositions se sont acquittées de leurs obligations en matière de réduction des émissions nationales en 2000 et que 18 des 21 Parties concernées, c'est-à-dire non compris le Canada, s'en sont également acquittées en 2001. C'est ce qui ressort du tableau 6 qui présente les plafonds d'émission indiqués pour chaque Partie dans l'annexe II du Protocole et les données d'émission que chacune a communiquées pour 2000 et 2001.

31. S'agissant du paragraphe 3 de l'article 2, les données d'émission communiquées officiellement ont montré que le Canada avait respecté son obligation en 2000 et 2001.

32. Trois Parties (Croatie, Italie et Communauté européenne) ne se sont pas conformées aux obligations en matière de communication des informations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 b) de l'article 5 (voir chap. II, sect. C.4, plus haut) et n'ont pas communiqué de données pour 2001, de sorte qu'il n'a pas été possible d'évaluer si elles respectaient les obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.

## **2. Respect des dispositions du paragraphe 5 a) de l'article 2**

33. Le paragraphe 5 a) de l'article 2 dispose que les Parties doivent appliquer des valeurs limites d'émission au moins aussi strictes que celles spécifiées à l'annexe V à toutes les grandes sources fixes de combustion nouvelles.

34. Le Comité a conclu qu'il ressortait des réponses au questionnaire de 2002 sur les stratégies et les politiques, en particulier les réponses à la question 20, que 16 des 25 Parties s'étaient conformées à cette obligation (voir tableau 7). Celle-ci ne s'applique pas à une Partie, le Canada (mais s'applique par contre à la Hongrie et à Monaco qui sont devenus Parties au Protocole en 2002). Le Comité a constaté que deux Parties manquaient à leurs obligations au titre du paragraphe 5 a) de l'article 2 et deux autres Parties à leurs obligations au titre des alinéas *a* et *c* du paragraphe 1 de l'article 5 qui se rapporte au paragraphe 5 a) de l'article 2. Il a également constaté que les informations communiquées par quatre Parties ne suffisaient pas pour lui permettre de juger si elles avaient respecté ou non leurs obligations.

35. Le Comité a conclu que: a) la Slovaquie manquait à son obligation au titre du paragraphe 5 a) de l'article 2 parce que les valeurs limites d'émission étaient plus élevées que celles prescrites; et b) la Suisse manquait à son obligation au titre du paragraphe 5 a) de l'article 2 parce qu'elle avait indiqué qu'elle n'appliquait pas de normes pour les combustibles gazeux.

36. Le Luxembourg et la Communauté européenne n'ont pas répondu au questionnaire. Comme ces deux Parties ont manqué à leur obligation en matière de communication d'informations au titre des alinéas *a* et *c* du paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (voir chap. II, sect. C.4, plus haut), le Comité n'était pas en mesure de juger si elles s'étaient conformées ou non à leur obligation au titre du paragraphe 5 a) de l'article 2.

37. La Finlande et la Suède ont présenté des informations qui étaient soit trop générales soit insuffisantes pour qu'il soit possible de juger si elles s'étaient conformées ou non à cette obligation. De même, l'Espagne et le Royaume-Uni ont fait référence à des directives de l'Union

européenne mais n'ont pas fait apparaître que ces directives satisfaisaient à l'obligation énoncée dans le Protocole ni indiqué que les exigences des directives avaient été transposées dans leur législation nationale.

38. Aucune Partie n'a signalé qu'elle s'était prévalue de la dérogation prévue au troisième paragraphe de la note de bas de page a correspondant à la partie A du tableau dans l'annexe V du Protocole.

### **3. Respect des dispositions du paragraphe 5 c) de l'article 2**

39. Le paragraphe 5 c) de l'article 2 dispose que les Parties doivent appliquer, deux ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur du Protocole, des normes nationales relatives à la teneur en soufre du gazole au moins aussi strictes que celles spécifiées à l'annexe V.

40. Le Comité a conclu que les réponses au questionnaire de 2002 sur les stratégies et les politiques, en particulier les réponses à la question 23, faisaient apparaître que 12 des 25 Parties s'étaient conformées à cette disposition (voir tableau 7). Celle-ci ne concerne pas une Partie, le Canada, mais s'applique à la Hongrie et à Monaco, qui sont devenus Parties au Protocole en 2002. Le Comité a constaté que deux Parties manquaient à leur obligation au titre du paragraphe 5 c) de l'article 2 et deux autres Parties au titre des alinéas a et c du paragraphe 1 de l'article 5 qui se rapporte au paragraphe 5 a) de l'article 2. Par ailleurs, les informations communiquées par huit Parties étaient insuffisantes pour lui permettre de juger si elles avaient respecté ou non leurs obligations.

41. Le Comité a conclu que: a) la République tchèque avait manqué à l'obligation qui lui incombait au titre du paragraphe 5 c) de l'article 2 pour 2000, 2001 et 2002 parce qu'elle avait indiqué que la législation qui reprenait la disposition de ce paragraphe ne devait entrer en vigueur qu'en 2003; b) la Croatie manquait à cette obligation parce qu'elle avait indiqué que les normes qu'elle avait adoptées en application de l'annexe V n'étaient pas respectées dans la pratique.

42. Le Luxembourg et la Communauté européenne n'ont pas répondu au questionnaire. Comme ces deux Parties ont manqué à l'obligation de communiquer des informations, prévue aux alinéas a et c du paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (voir chap. II, sect. C.4, plus haut), le Comité n'était pas en mesure de juger si ces Parties s'étaient conformées ou non à l'obligation qui leur incombait au titre du paragraphe 5 c) de l'article 2.

43. La Belgique, la France, Monaco et la Suède ont fourni des informations qui étaient soit trop générales, soit insuffisantes pour qu'il soit possible de juger si elles s'étaient conformées à cette obligation. De même, l'Espagne, l'Irlande, le Royaume-Uni et la Slovénie ont fait état de directives de l'Union européenne mais n'ont pas fait apparaître que les directives satisfaisaient à l'obligation prévue par le Protocole ni que les exigences des directives avaient été transposées dans leur législation nationale.

### **4. Conclusions**

44. En se fondant sur les informations qu'il avait examinées, le Comité a conclu que neuf Parties (Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Grèce, Hongrie, Liechtenstein, Norvège et

Pays-Bas) s'étaient conformées à l'ensemble des principales obligations, prévues aux paragraphes 2, 3 et aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole de 1994 sur le soufre, qui leur étaient applicables et que sept Parties (Croatie, Italie, Luxembourg, République tchèque, Slovaquie, Suisse et Communauté européenne) avaient manqué à une ou plusieurs de ces obligations. Par contre, s'agissant des neuf autres Parties (Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Monaco, Royaume-Uni, Slovénie et Suède), le Comité n'a pas été en mesure d'évaluer le respect d'une ou de plusieurs de ces obligations parce que les informations dont il disposait étaient incomplètes.

45. Les conclusions qui précèdent peuvent sembler indûment négatives au regard de la situation, mais cela tient dans une large mesure au fait que les informations communiquées par un grand nombre de Parties étaient insuffisantes pour qu'il puisse juger du respect de leurs obligations respectives. De surcroît, il convient de noter, parmi les éléments positifs, que le Comité est arrivé à la conclusion que toutes les Parties qui avaient communiqué des données d'émission pour 2000 et/ou 2001 s'étaient conformées aux obligations de réduction des émissions qui leur incombait au titre du Protocole de 1994 sur le soufre. Il a également constaté que toutes les Parties sauf quatre (Croatie, République tchèque, Slovaquie et Suisse), qui avaient fourni suffisamment d'informations, avaient appliqué des valeurs limites et des normes nationales relatives à la teneur en soufre du gazole, conformément à leurs obligations.

#### **IV. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES**

46. À sa dixième réunion, le Comité a estimé qu'il serait utile de poursuivre sa coopération avec l'EMEP pour ce qui concerne la qualité des données d'émission dans le contexte du suivi de l'atelier de l'EMEP sur la validation et la vérification des données, tenu à Göteborg (Suède) en octobre 2002 (EB.AIR/2002/2/Add.1, par. 48).

47. M. M. Woodfield (Royaume-Uni), Président de l'Équipe spéciale des inventaires et des projections des émissions, a participé à une partie de la onzième réunion du Comité. Il a présenté succinctement les travaux de l'EMEP concernant l'examen et la qualité des données d'émission, ainsi que ses plans pour l'avenir.

48. Le Comité a débattu des moyens de s'appuyer sur les résultats de ces travaux pour vérifier, comme il devait le faire, la qualité des données d'émission, eu égard notamment au paragraphe 3 c) de son mandat. Il a expliqué comment les travaux de l'EMEP pouvaient avoir un rapport avec ses propres tâches, en soulignant qu'il devait se focaliser sur des cas individuels qui lui étaient soumis par les Parties ou que le secrétariat portait à son attention. Il a fait observer que les données d'émission d'excellente qualité présentaient pour lui un grand intérêt et qu'il attachait donc un grand prix à toute activité de l'Équipe spéciale des inventaires et des projections des émissions qui améliorerait la qualité des données. Il s'est déclaré disposé à coopérer davantage avec l'Organe directeur de l'EMEP et l'Équipe spéciale, et a demandé au secrétariat de lui fournir davantage d'informations à ce sujet à sa réunion du printemps 2004.

49. À la douzième réunion du Comité, M. K. Bull a informé celui-ci de ce qui s'était passé à la Conférence ministérielle de Kiev, en mai 2003. Les ministres et chefs de délégation avaient approuvé les Principes directeurs pour le renforcement du respect et de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (ECE/CEP/107) qu'ils considéraient comme un moyen important pour renforcer le respect et la mise en œuvre des conventions et protocoles régionaux

sur l'environnement, «étant entendu que chaque accord est négocié d'une manière particulière et qu'il jouit d'un statut juridique indépendant qui lui est propre».

50. M. Bull a également fait état de la réunion conjointe, le 3 juillet 2003, des bureaux du Comité des politiques de l'environnement de la CEE et des organes directeurs des conventions de la CEE relatives à l'environnement. Le Comité ne manquerait pas d'être particulièrement intéressé par leurs échanges de vues sur les Principes directeurs pour le renforcement du respect et de l'application des accords multilatéraux sur l'environnement dans la région de la CEE qui venaient d'être approuvés, ainsi que sur le projet d'organiser, au cours d'une future réunion, un débat sur les questions liées à la mise en œuvre entre les organes directeurs des conventions de la CEE relatives à l'environnement.

51. À la onzième réunion du Comité, M. T. Kuokkanen avait présenté la version finale des Principes directeurs. Le Comité a remercié M. Kuokkanen de l'avoir représenté auprès de l'Équipe spéciale qui avait élaboré les Principes directeurs et a décidé de débattre au cours de sa réunion suivante de l'utilité que les Principes directeurs pouvaient présenter au regard de ses travaux.

52. À sa douzième réunion, le Comité de l'application a analysé avec intérêt les Principes directeurs, tels qu'ils avaient été adoptés, après en avoir suivi l'élaboration au cours des deux années écoulées.

53. Le Comité a noté que plusieurs des obstacles à la mise en œuvre et au respect au niveau national mentionnés au paragraphe 5 des Principes directeurs, par exemple des changements au niveau de la situation économique ou des coûts de mise en œuvre imprévus, avaient été mentionnés par les Parties à divers protocoles pour expliquer leurs difficultés à respecter leurs obligations. Il a également signalé qu'un grand nombre de Parties avaient fait état de problèmes dus à l'imprécision ou l'inexactitude des données.

54. Un certain nombre d'éléments figurant dans les paragraphes 6 et 7 (relatifs aux questions intersectorielles) des Principes directeurs s'appliquaient aux travaux du Comité. Par exemple, celui-ci avait fait état à diverses reprises de l'importance de libeller clairement les obligations conventionnelles et les décisions qui en découlaient. Il s'était toujours efforcé, pour sa part, de faire œuvre utile en utilisant un langage clair pour énoncer les prescriptions des protocoles en matière de communication d'informations ainsi que pour élaborer les questionnaires destinés à faciliter l'application des accords et l'examen des obligations qui incombaient aux Parties en matière notamment de communication d'informations.

55. Le chapitre des Principes directeurs consacré à la mise en œuvre a pour objet d'aider les États à prendre les dispositions nécessaires avant de ratifier un accord particulier afin d'être en mesure de le respecter. Le Comité estimait que la mise en œuvre de telles dispositions diminuerait le risque de manquement aux obligations prescrites par la Convention. De plus, il s'était inspiré de certaines de ces dispositions à l'égard de Parties qui s'étaient trouvées en situation de non-conformité après avoir ratifié un protocole; il avait demandé par exemple aux Parties d'exposer avec précision les dispositions qu'elles avaient l'intention de prendre pour se remettre à respecter leurs obligations.

56. La partie des Principes directeurs consacrée à la mise en place d'un système d'examen du respect des obligations au titre d'un AME présentait moins d'intérêt au regard de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance qu'à celui d'autres accords, plus récents, de la CEE, étant donné que cette Convention prévoyait déjà un système d'examen relativement bien élaboré.

57. En matière de notification, le système prévu par la Convention, y compris l'utilisation de questionnaires, concordait déjà, semble-t-il, avec un grand nombre de recommandations contenues dans les Principes directeurs. Celle qui figurait dans le paragraphe 22 a), à savoir que les Parties devraient être informées du degré de détail requis, présentait une importance particulière pour les travaux du Comité cette année, étant donné que certaines Parties ne saisissaient peut-être pas toujours le degré de détail requis pour mettre en évidence qu'elles se conformaient à certaines obligations (voir par. 25 à 27 plus haut). Une autre recommandation utile consistait à inclure dans les questionnaires une note invitant le répondant à faire part de ses observations au sujet des moyens d'améliorer le questionnaire de façon à éviter les équivoques à l'avenir.

58. Abstraction faite des Principes directeurs, le Comité a estimé qu'il serait utile de maintenir des liens avec d'autres systèmes d'examen, en particulier ceux administrés par le secrétariat de la CEE. À cet égard, le Président a signalé que, le 28 mai 2003, il avait exposé par écrit, comme suite à une demande que son homologue au sein du comité chargé de veiller à l'application de la Convention d'Espoo lui avait adressée officiellement, l'expérience acquise et la démarche adoptée par le Comité concernant la question de la participation à ses travaux d'une Partie qui faisait l'objet d'une communication d'une autre Partie ou du secrétariat.

## **V. QUESTIONS D'ORGANISATION**

59. Le Comité s'est ensuite demandé s'il fallait ou non prévoir des mesures supplémentaires pour traiter les cas de non-conformité, en plus de celles déjà employées par le Comité de l'application et l'Organe exécutif et, dans l'affirmative, quel était le type de mesures à envisager. Ses réflexions sur cette question en étaient encore à un stade préliminaire, et c'est pourquoi il a décidé d'en poursuivre l'examen en 2004.

## **VI. AUTRES TRAVAUX**

60. Le Comité de l'application a examiné son plan de travail pour 2004 et formulé, à l'intention du secrétariat, des suggestions en vue de leur incorporation dans la proposition qui devait être présentée à l'Organe exécutif. Le Comité a proposé notamment qu'il soit prié de jeter les bases d'un futur examen approfondi du respect par les Parties de leurs obligations en vertu du Protocole relatif aux polluants organiques persistants.

61. Le Comité a fixé provisoirement les dates de sa treizième réunion (4 au 6 mai 2004) et de sa quatorzième réunion (22 au 24 septembre 2004). Ces deux réunions se tiendraient à Genève, sauf si le Comité recevait une invitation à tenir sa treizième réunion en un autre lieu.

**Tableau 1. Émissions nationales annuelles totales communiquées par les Parties au Protocole de 1985 sur le soufre<sup>a</sup>**

	Entrée en vigueur	Année de base, 1980	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X
Autriche	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Bélarus	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X <sup>T</sup>
Belgique	7/9/1989	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	P
Bulgarie	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Canada	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Danemark	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Estonie	5/6/2000	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X
Fédération de Russie	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	-
Finlande	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
France	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Hongrie	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	P
Italie	6/5/1990	X	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-
Liechtenstein	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Luxembourg	22/11/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Norvège	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Pays-Bas	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
République tchèque	1/4/1993	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Slovaquie	26/8/1993	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Suède	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Suisse	20/12/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Ukraine	2/9/1987	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Total:	22 Parties	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	82% <div>99 %</div>

*Notes:* Informations reposant sur les communications reçues jusqu'au 3 septembre 2003.

X Données finales et complètes disponibles pour cette année.

P Données préliminaires ou partielles disponibles pour cette année.

<sup>T</sup> Communication reçue au plus tard à la date limite fixée dans les Principes directeurs.

– Aucune donnée d'émission n'a été communiquée pour cette année.

s.o. Sans objet.

<sup>a</sup> Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 %, adopté le 8 juillet 1985 à Helsinki.

**Tableau 2. Émissions nationales annuelles totales communiquées  
par les Parties au Protocole de 1988 sur les NOx<sup>a</sup>**

		Données d'émission communiquées pour:												
	Entrée en vigueur	Année de base	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	
Allemagne	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X	
Autriche	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Bélarus	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X <sup>T</sup>	
Belgique	29/1/2001	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	P	
Bulgarie	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Canada	25/4/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Danemark	30/5/1993	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	
Espagne	4/3/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Estonie	5/6/2000	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	
États-Unis	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Fédération de Russie	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	-	
Finlande	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X <sup>T</sup>	
France	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	
Grèce	28/7/1998	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	
Hongrie	10/2/1992	X	s.o.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	P	
Irlande	15/1/1995	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X	
Italie	17/8/1992	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	-	
Liechtenstein	22/6/1994	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	
Luxembourg	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Norvège	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Pays-Bas	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	
République tchèque	1/4/1993	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Royaume-Uni	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Slovaquie	26/8/1993	X	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Suède	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	
Suisse	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	
Ukraine	14/2/1991	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Communauté européenne	17/3/1994	X	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X	-	
Total:	28 Parties	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	82 %	99 %

*Notes:* Informations reposant sur les communications reçues jusqu'au 3 septembre 2003.

X Données finales et complètes pour cette année.

P Données préliminaires ou partielles disponibles pour cette année.

<sup>T</sup> Communication reçue au plus tard à la date limite fixée dans les principes directeurs.

- Pas de données d'émission disponibles pour cette année.

s.o. Sans objet.

<sup>a</sup> Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières, adopté le 31 octobre 1988 à Sofia.

**Tableau 3. Émissions nationales annuelles totales communiquées  
par les Parties au Protocole de 1991 sur les COV<sup>a</sup>**

	Entrée en vigueur	Année de base	Données d'émission communiquées pour:					
			Année de base	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	29/9/1997	1988	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X
Autriche	29/9/1997	1988	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Belgique	29/1/2001	1988	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	P
Bulgarie	28/5/1998	1988	X	s.o.	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Danemark	29/9/1997	1985	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Espagne	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Estonie	5/6/2000	1988*	X	s.o.	s.o.	s.o.	X	X
Finlande	29/9/1997	1988	X	X	X	X <sup>T</sup>	X	X <sup>T</sup>
France	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Hongrie	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X	P
Italie	29/9/1997	1990	X	X	X	X	X	X
Liechtenstein	29/9/1997	1984	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Luxembourg	29/9/1997	1990	X	X	X	X	X	X
Monaco	24/10/2001	1990	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X <sup>T</sup>
Norvège	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Pays-Bas	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
République tchèque	29/9/1997	1990	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Royaume-Uni	29/9/1997	1988	X	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Slovaquie	14/3/2000	1990	X	s.o.	s.o.	s.o.	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Suède	29/9/1997	1988	X	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>
Suisse	29/9/1997	1984	X	X	X	X	X	X <sup>T</sup>
Total:	21 Parties		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	90 %   98 %

*Notes:* Informations reposant sur les communications reçues jusqu'au 3 septembre 2003.

X Données finales et complètes disponibles pour cette année.

P Données préliminaires ou partielles disponibles pour cette année.

<sup>T</sup> Communication reçue au plus tard à la date limite fixée dans les principes directeurs.

- Pas de données d'émission disponibles pour cette année.

s.o. Sans objet.

\* À confirmer.

<sup>a</sup> Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, adopté le 18 novembre 1991 à Genève.



**Tableau 4. Données d'émission communiquées par les Parties  
au Protocole de 1994 sur le soufre<sup>a</sup>**

	Entrée en vigueur	Totaux annuels communiqués pour:				Émissions sectorielles communiquées pour:				Données maillées pour:	
		1998	1999	2000	2001	1998	1999	2000	2001	2000	
Allemagne	1/9/1998	X	X <sup>T</sup>	X	X	Y	Y <sup>T</sup>	Y	Y	-	
Autriche	25/11/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Belgique	29/1/2001	s.o.	s.o.	s.o.	P	s.o.	s.o.	s.o.	P	s.o.	
Canada	5/8/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	s.o.	
Croatie	26/7/1999	s.o.	X	X	-	s.o.	Y	Y	-	X	
Danemark	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y	Y <sup>T</sup>	X	
Espagne	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Finlande	6/9/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y	Y <sup>T</sup>	X	
France	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	-	
Grèce	5/8/1998	X	X	X	X	Y	Y	Y	Y	-	
Hongrie	6/9/2002	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
Irlande	3/12/1998	X	X	X	X	Y	Y	Y	Y	X	
Italie	13/12/1998	X	X	X	-	Y	Y	X	-	-	
Liechtenstein	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y	Y <sup>T</sup>	-	
Luxembourg	5/8/1998	X	X	X	X	Y	Y	Y	Y	-	
Monaco	7/8/2002	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
Norvège	5/8/1998	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Pays-Bas	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y	Y <sup>T</sup>	X	
République tchèque	5/8/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X	
Royaume-Uni	5/8/1998	X	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Slovaquie	5/8/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Slovénie	5/8/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Suède	5/8/1998	X	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	X <sup>T</sup>	Y	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	Y <sup>T</sup>	X	
Suisse	5/8/1998	X	X	X	X <sup>T</sup>	Y	Y	Y	Y <sup>T</sup>	X	
Communauté européenne	5/8/1998	X	X	X	-	Y	Y	Y	-	-	
Total:	25 Parties	100 %	100 %	100 %	83 %	100 %	100 %	100 %	83 %	67 %	92 %

*Notes:* Informations reposant sur les communications reçues jusqu'au 3 septembre 2003.

X Données finales et complètes disponibles pour cette année.

Y Données d'émissions sectorielles communiquées pour cette année.

P Données préliminaires ou partielles disponibles pour cette année.

<sup>T</sup> Communication reçue au plus tard à la date limite fixée dans les principes directeurs.

- Aucune donnée d'émission n'a été communiquée pour cette année.

s.o. Sans objet.

<sup>a</sup> Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre, adopté le 14 juin 1994 à Oslo.

**Tableau 5. Examen de 2002 des stratégies et des politiques: réponses  
reçues des Parties aux Protocoles en vigueur**

<b>Partie*</b>	<b>Protocole de 1985 sur le soufre</b>	<b>Protocole de 1988 sur les oxydes d'azote</b>	<b>Protocole de 1991 sur les COV</b>	<b>Protocole de 1994 sur le soufre</b>
<b>Allemagne</b>	A	A	A	A
<b>Autriche</b>	A	A	A	A
<b>Bélarus</b>	A	A	s.o.	s.o.
<b>Belgique</b>	B	B	B	B
<b>Bulgarie</b>	A	A	A	s.o.
<b>Canada</b>	A	A	s.o.	A
<b>Croatie</b>	s.o.	s.o.	s.o.	B
<b>Danemark</b>	B	B	B	B
<b>Espagne</b>	s.o.	A	C (sauf Q. 15-17)	A
<b>Estonie</b>	B	C (sauf Q. 5 et 7)	C (sauf Q. 11-12, 14-17)	s.o.
<b>États-Unis</b>	s.o.	A	s.o.	s.o.
<b>Fédération de Russie</b>	B	B	s.o.	s.o.
<b>Finlande</b>	A	A	A	A
<b>France</b>	B	B	C (sauf Q. 15-17)	B
<b>Grèce</b>	s.o.	A	s.o.	A
<b>Hongrie</b>	A	B	A	A
<b>Irlande</b>	s.o.	B	s.o.	B
<b>Italie</b>	A	A	A	A
<b>Liechtenstein</b>	A	A	A	A
<b>Luxembourg</b>	néant	néant	néant	néant
<b>Monaco</b>	s.o.	s.o.	B	A
<b>Norvège</b>	A	A	A	A
<b>Pays-Bas</b>	A	A	A	A
<b>République tchèque</b>	A	A	A	A
<b>Royaume-Uni</b>	s.o.	B	B	B
<b>Slovaquie</b>	B	B	B	B
<b>Slovénie</b>	s.o.	s.o.	s.o.	A
<b>Suède</b>	A	A	A	A
<b>Suisse</b>	A	A	A	A
<b>Ukraine</b>	B	B	s.o.	s.o.
<b>Communauté européenne</b>	s.o.	néant	s.o.	néant

\* Les Parties indiquées ci-après ont fourni des informations ou apporté des modifications venant s'ajouter aux réponses qu'elles avaient données au questionnaire de 2002, pour le 15 août 2003: Allemagne, Belgique, Croatie, Danemark, Hongrie, Monaco, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse et Ukraine.

A Réponse à toutes les questions relatives au Protocole reçue au plus tard le 22 avril 2002.

B Réponse à toutes les questions relatives au Protocole reçue mais après le 22 avril 2002.

C (sauf Q.) Réponse à toutes les questions relatives au Protocole sauf celles qui sont indiquées.

Néant Aucune réponse à aucune question de la section.

s.o. Sans objet (n'est pas Partie au Protocole).

**Tableau 6. Respect de l'obligation de réduction des émissions prévue  
dans le Protocole de 1994 sur le soufre**

Partie	Date d'entrée en vigueur	Plafond d'émission de soufre pour 2000	Émissions indiquées pour 2000	Émissions indiquées pour 2001	Respect du plafond en 2000	Respect du plafond en 2001
		kt SO <sub>2</sub> par année			(art. 2.2 et art. 2.3)	
Allemagne	1/9/1998	1 300	638	650	OUI	OUI
Autriche	25/11/1998	78	38,05	36,67	OUI	OUI
Belgique	29/1/2001	248	164,72.	161,86	OUI	OUI
Canada	5/8/1998	3 200	2 460	2 488	OUI	OUI
total ZGOS		1 750	1 221	1 196	OUI	OUI
Croatie	26/7/1999	133	58,10	-	OUI	-
Danemark	5/8/1998	90	27,73 <sup>a</sup>	25,33	OUI	OUI
Espagne	5/8/1998	2 143	1 516,9 <sup>a</sup>	1 424,9 <sup>a</sup>	OUI	OUI
Finlande	6/9/1998	116	73,5	85,24	OUI	OUI
France	5/8/1998	868	653,6 <sup>a, b</sup>	609,8 <sup>a, b</sup>	OUI	OUI
Grèce	5/8/1998	595	483	485	OUI	OUI
Hongrie	9/6/2002	898	486,2	400,48	s.o.	s.o.
Irlande	3/12/1998	155	131,5	125,8	OUI	OUI
Italie	13/12/1998	1 330	759	-	OUI	-
Liechtenstein	5/8/1998	0,1	0,0534	0,0508	OUI	OUI
Luxembourg	5/8/1998	10	3,092	3,215	OUI	OUI
Monaco	8/7/2002	0,07	0,067	0,065	s.o.	s.o.
Norvège	5/8/1998	34	26,6	24,75	OUI	OUI
Pays-Bas	5/8/1998	106	91,52	88,9	OUI	OUI
République tchèque	5/8/1998	1 128	264	251	OUI	OUI
Royaume-Uni	5/8/1998	2 449	1 188,3	1 125,3	OUI	OUI
Slovaquie	5/8/1998	337	124	129	OUI	OUI
Slovénie	5/8/1998	130	96	66	OUI	OUI
Suède	5/8/1998	100	57,24	60,29	OUI	OUI
Suisse	5/8/1998	60	19,26	21,08	OUI	OUI
Communauté européenne	5/8/1998	9 598	5 750	-	OUI	-
Nombre de Parties en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 2					22	19
Nombre de Parties en conformité avec le paragraphe 3 de l'article 2					1	1
<b>Nombre total de Parties qui se sont conformées à leurs obligations</b>					<b>23</b>	<b>20</b>
<b>Proportion des Parties qui se sont conformées à leurs obligations</b>					<b>100 %</b>	<b>87 %</b>

<sup>a</sup> Les données incluent les émissions situées dans la zone de l'EMEP uniquement.

<sup>b</sup> Les totaux nationaux n'incluent pas la navigation aérienne ou maritime internationale.

**Tableau 7. Respect des autres principales obligations prévues dans le Protocole de 1994 sur le soufre**

Partie	Valeurs limites d'émission pour les grandes sources fixes nouvelles	Teneur en soufre du gazole
	Art. 2, par. 5 a)	Art. 2, par. 5 c)
Allemagne	OUI	OUI
Autriche	OUI	OUI
Belgique	OUI	*
Canada		
total	s.o.	s.o.
ZGOS	s.o.	s.o.
Croatie	OUI	NON
Danemark	OUI	OUI
Espagne	*	*
Finlande	*	OUI
France	OUI	*
Grèce	OUI	OUI
Hongrie	OUI	OUI
Irlande	OUI	*
Italie	OUI	OUI
Liechtenstein	OUI	OUI
Luxembourg	-	-
Monaco	OUI	*
Norvège	OUI	OUI
Pays-Bas	OUI	OUI
République tchèque	OUI	NON
Royaume-Uni	*	*
Slovaquie	NON	OUI
Slovénie	OUI	*
Suède	*	*
Suisse	NON	OUI
Communauté européenne	-	-
<b>Nombre total de Parties qui se sont conformées à leurs obligations</b>		
	<b>16</b>	<b>12</b>
<b>Proportion des Parties qui se sont conformées à leurs obligations</b>		
	<b>Au moins 67 %</b>	<b>Au moins 50 %</b>

*Notes:*

OUI En conformité.

NON Non-conformité.

- Aucune information disponible (aucune réponse au questionnaire).

\* Information disponible insuffisante (soit insuffisante soit trop générale).

s.o. Sans objet.

-----